

Prise en compte du genre dans les changements climatiques : une équation qui ne va pas de soi

Noélie Coudurier

Introduction

La réalité des changements climatiques - si elle est diversement appréhendée - ne fait fort heureusement presque plus débat.

A force d’avancées scientifiques, les alertes, rapports et négociations se sont succédés, en faisant certes progresser la question climatique dans le débat public, mais en peinant à l’imposer au sommet des préoccupations politiques. La prise en compte des enjeux climatiques reste ainsi bien parcellaire.

D’après Nathaniel Rich,¹ journaliste et essayiste, à peu près tout de ce que nous comprenons à l’heure actuelle du réchauffement global de la planète était déjà compris en 1979. A cette époque, les principaux aspects du problème étaient tranchés (origine anthropique, consommation soutenue d’énergies fossiles, quantités produites de gaz à effet de serre supérieures à ce que l’atmosphère peut éliminer, etc), et les spécialistes, loin de se disputer sur l’établissement des faits, travaillaient à en affiner les conséquences. La première conférence sur le climat se tient alors à Genève, et il faut attendre les années 1980 pour que les premières mesures soient réellement adoptées (création du GIEC, etc).

Mais s’en suivent plusieurs décennies d’égarements et de rendez-vous manqués, durant lesquelles tant l’atténuation des émissions de gaz à effet de serre que l’adaptation des populations à faire face aux conséquences des changements climatiques, ont été déniées.

L’Accord de Paris, adopté lors de la Conférence des parties (COP21) en 2015, énonce trois objectifs fondamentaux: la limitation du réchauffement global sous la barre d’1.5°C d’ici 2100, le renforcement des capacités d’adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et la compatibilité des flux financiers avec un développement bas-carbone et résilient. Malheureusement, cet Accord - qui avait tout pour être historique - n’est toujours pas mis en œuvre par les Etats signataires et l’ensemble des engagements

nationaux pris lors de la COP21 nous conduisent à un réchauffement pouvant aller jusqu’à +7°C d’ici la fin du siècle.²

Faute d’action ambitieuse et coordonnée pour freiner les changements climatiques qui se font plus fréquents et plus intenses, la planète s’expose déjà à des problèmes multiples, non seulement s’agissant du milieu naturel que s’agissant de sa population. Car les changements climatiques contribuent à creuser les inégalités.

On estime que la moitié la plus pauvre de la population mondiale n’est responsable que de 7% des émissions de CO2,³ tandis que les 10% les plus riches de la planète génèrent à eux-seuls 52% de ces émissions. Pourtant, les 3.5 milliards de personnes les plus vulnérables sont aussi les plus impactées par les changements climatiques : déplacements pour se nourrir, se loger et gagner sa vie ; augmentation de la faim et de la pauvreté, etc. Et ce sont précisément les femmes⁴ qui en payent le prix le plus fort, d’autant plus lorsque les changements climatiques se doublent d’autres crises (des prix alimentaires, conflits ethniques, etc).

Il y a quelques mois, le Conseil de sécurité de l’ONU a d’ailleurs reconnu que « l’urgence climatique est un danger pour la paix »,⁵ les changements climatiques exacerbant et créant de nouveaux risques, affectant spécifiquement les femmes.⁶

Les menaces que fait peser le réchauffement global de la planète ne sont donc pas neutres vis-à-vis des problématiques de genre. Les inégalités basées sur le genre sont bien en cause dans la manière dont femmes et hommes subissent la dégradation de nos milieux, les impacts sociaux et environnementaux liés aux changements climatiques, et y font face.

Pourtant, encore rares sont les entités (institutions, chercheurs , etc) à se questionner à la fois sur les impacts différenciés des changements climatiques selon le genre, et sur le fait que le genre peut aussi être une composante de la réponse apportée aux changements climatiques.⁷

Il parait donc nécessaire d’observer en premier lieu les incidences des changements climatiques sur les facteurs clés de la croissance, notamment dans les zones rurales.

Puis de passer en revue les raisons pour lesquelles les femmes sont davantage exposées que les hommes aux changements climatiques, et rendues plus vulnérables. Enfin, de lister les besoins et les ressources permettant aux femmes d’assurer leur leadership dans la lutte contre les changements climatiques, afin qu’elles puissent décider du sort de notre environnement puisqu’elles en sont davantage tributaires.

L’attention sera portée essentiellement sur la zone sahélienne, où les températures augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde.⁸ Pour les pays situés dans cette région, l’adaptation aux changements climatiques est primordiale tant ils sont exposés à des évènements climatiques plus fréquents et plus sévères,⁹ dépendent dans une large mesure d’agriculture pluviale et de pastoralisme, et compte-tenu du rôle joué par les femmes dans l’économie.

1 – L’incidence des changements climatiques dans les environnements économiques

Les changements climatiques constituent un défi en matière de développement durable, avec de vastes répercussions non seulement sur l’environnement en tant que tel, mais aussi sur le développement économique et social des territoires.

L’agriculture, frappée de plein fouet

Les effets des changements climatiques varient selon les régions, les générations, les classes sociales, ainsi qu’entre les hommes et les femmes.

Les changements climatiques en cause ces 5 dernières années ont été essentiellement de l’ordre du déficit pluviométrique (40.48%), des pluies exceptionnelles (30.9%), des chaleurs extrêmes (16.6%) et des inondations (7.14%).¹⁰ Et ce sont l’Afrique (en particulier le Sahel),

une ceinture allant du Moyen-Orient à l’Asie du sud-est continentale, en passant par l’Asie du sud-est, et jusqu’en Indonésie et aux Philippines qui seront les régions les plus touchées par les catastrophes naturelles liées aux changements climatiques.¹¹ Pour prendre le cas du Sahel, des années 1970 à la fin du XXe siècle, la région a connu des sécheresses sans équivalent ailleurs dans le monde. Depuis, les précipitations ont repris, mais de façon tout aussi anormale, modifiant en profondeur les écosystèmes et les conditions de vie.

Partout dans le monde, cyclones, tempêtes, inondations, sécheresses, etc, vont notamment provoquer de graves dommages et incertitudes sur les récoltes et le commerce extérieur, entraînant dans leur sillage des dégâts humains et matériels : insécurité alimentaire, perte de biodiversité et menace sur les écosystèmes, danger sur les ressources en eau, mise en péril de la santé humaine, des droits de l’Homme, déplacements, problèmes d’approvisionnement en énergie, difficultés dans les transports et l’industrie, etc.

L’agriculture est en première ligne. Non seulement car d’elle dépend la sécurité alimentaire des populations (disponibilité, accès, utilisation et stabilité de l’approvisionnement en aliments), mais aussi parce qu’elle apporte d’importantes sources de revenus.

Les modèles qui font le lien entre les rendements des cultures de base et les conditions météorologiques indiquent que la production mondiale de maïs et de blé entre 1980 et 2008 a été inférieure de 3,8% et 5,5% respectivement, par rapport à ce que l’on aurait connu sans les effets du changements climatiques.¹²

En Afrique subsaharienne, la sécheresse induite par les changements climatiques est à l’origine d’environ 90% des pertes de production du secteur. Le secteur agricole contribue pourtant à un quart du PIB de la région, si ce n’est à la moitié lorsqu’on inclut l’ensemble du secteur agroalimentaire.¹³ Selon le GIEC, les rendements agricoles sahéliens diminueront de 20% tous les dix ans tout au long du 21^e siècle, si rien n’est fait.^{14,15}

^[1] https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/d%C3%A9cembre-2018-mars-2019/de-graves-r%C3%A9percussions-du-r%C3%A9chauffement-climatique-pour-l%E2%80%99afrique

^[2] https://www.geo.fr/environnement/le-sahel-au-coeur-des-enjeux-du-changement-climatique-198917

^[3] http://www.iedafrique.org/BLOG-Genre-vulnérabilite-et-adaptation-des-femmes-entrepreneures-en-zones-semis.html

^[4] https://news.un.org/fr/story/2019/11/1055301

^[5] Lobeil, W. Schlenker and J. Costa-Roberts (2011) Climate trends and global crop production since 1980. Science, vol 333. Issue 6042

^[6] https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/2015/11/27/la-multiplication-des-catastrophes-liees-au-climat-menace-de-plus-en-plus-la-securite-alimentaire-selon-la-fao/

^[7] https://www.oxfamfrance.org/financement-du-developpement/au-sahel-le-defi-de-construire-un-avenir-pour-toutes-et-tous/

^[8] La FAO prévoit quant à elle que les rendements céréaliers moyens mondiaux diminuent de 3 à 10% pour chaque degré de réchauffement. FAO (2018), The state of agricultural commodity markets 2018. Agricultural trade, climate change and food security. Rome.

Une vulnérabilité grandissante pour les zones rurales

Les zones rurales des pays en développement sont les plus impactées par les changements climatiques, alors même qu’elles ont une faible empreinte carbone et dépendent des ressources naturelles plutôt que fossiles.¹⁶ En effet, producteurs.rices et consommateurs.rices ruraux souffrent, car l’écrasante majorité des paysan.ne.s sont des acheteurs.euses nets de denrées alimentaires.

R. Pearl-Martinez

On sait notamment qu’entre 2007 et 2008, du fait des effets du dérèglement climatique, les prix des denrées alimentaires a augmenté.¹⁷ Ainsi, les habitants des zones rurales – qui sont parmi les plus pauvres des pays du Sud – vivaient avec moins d’un dollar par jour et consacraient jusqu’à 80% de leurs revenus à l’alimentation.¹⁸

R. Bailey

Derrière la baisse des rendements agricoles induite par les changements climatiques, c’est la famine qui menace, avec celles et ceux même qui produisent la nourriture. Cette baisse - engendrée notamment dans les pays sahéliens par une surexploitation des terres débouchant sur des problèmes de ruissellement et de fertilité, et donc des pertes de production - risque d’entraîner une augmentation des prix des céréales de 23% dans les 30 prochaines années.¹⁹ Et avec cette augmentation des prix, une augmentation des chiffres de la faim après une décennie de baisse.²⁰ Depuis 2014, ce sont 60 millions de personnes supplémentaires qui souffrent de la faim.²¹ Aujourd’hui, un tiers de l’humanité n’a pas accès à une alimentation saine, suffisante et de qualité. La FAO estime que le nombre de personnes risquant de souffrir de la faim augmentera de 10 % à 20 % d’ici 2050 en raison des changements climatiques.²²

K. Coon

Pourtant, une étude de 141 désastres naturels par la London School of Economics a démontré que lorsque les droits économiques et sociaux sont remplis par les deux sexes, un même nombre d’hommes et de femmes décède.²⁷ En revanche, quand les femmes ne jouissent pas des mêmes droits économiques et sociaux que les hommes, plus de femmes que d’hommes meurent. L’écart entre les sexes a été mis en évidence dans un éventail de catastrophes majeures comme Mitch, Katrina, des vagues de chaleur en Europe ou encore des cyclones en Asie du Sud, etc.²⁸

K. Coon

La place laissée aux femmes pour participer pleinement à l’activité économique et faire face à la crise climatique, trop étriquée, doit donc de toute urgence être plus importante et sécurisante.

R. Bailey

Leur présence dans le paysage économique est d’autant plus prégnante depuis la crise socio-économique qui a sévit en Afrique de l’ouest dans les années 1980-1990 – notamment au Sénégal : les hommes n’arrivant plus à faire face à leurs responsabilités de chef de famille, ils se sont davantage appuyés sur les femmes pour assurer ce rôle.

R. Bailey

Néanmoins, les dispositifs mis à disposition des femmes pour faciliter leurs activités sont loin d’être l’égal de ceux des hommes. Dans 155 pays, il existe encore au moins une loi qui limite les opportunités économiques pour les femmes,²⁵ bien qu’une déclaration des Nations unies de 2018 sur les droits des paysannes et paysans et autres personnes travaillant en milieu rural appelle les Etats à « prendre toutes les mesures pertinentes pour éliminer toute forme de discrimination à l’égard des femmes paysannes et autres femmes travaillant en milieu rural et pour promouvoir leur autonomisation ».²⁶

R. Bailey

• *Dégradation de l’environnement*

R. Bailey

Les changements climatiques ont des impacts sur les milieux naturels.

R. Bailey

Dans la région du Sahel, les mises en culture et les coupes excessives de bois sont par exemple à l’origine d’une fragilité des terrains (l’eau ruisselle sans pénétrer dans le sol, érosion côtière, etc). Résultat, les catastrophes se multiplient, à l’image des crues exceptionnelles du fleuve Niger qui, en 2012, avaient fait des dizaines de morts et plusieurs centaines de milliers de déplacés. Puis plus récemment au Mali et de nouveau au Niger.³⁴

70% des agriculteurs familiaux dans certains pays africains.²³ Elles sont aussi responsables de 75% des tâches liées à la production alimentaire.²⁴

R. Bailey

Leur présence dans le paysage économique est d’autant plus prégnante depuis la crise socio-économique qui a sévit en Afrique de l’ouest dans les années 1980-1990 – notamment au Sénégal : les hommes n’arrivant plus à faire face à leurs responsabilités de chef de famille, ils se sont davantage appuyés sur les femmes pour assurer ce rôle.

R. Bailey

Néanmoins, les dispositifs mis à disposition des femmes pour faciliter leurs activités sont loin d’être l’égal de ceux des hommes. Dans 155 pays, il existe encore au moins une loi qui limite les opportunités économiques pour les femmes,²⁵ bien qu’une déclaration des Nations unies de 2018 sur les droits des paysannes et paysans et autres personnes travaillant en milieu rural appelle les Etats à « prendre toutes les mesures pertinentes pour éliminer toute forme de discrimination à l’égard des femmes paysannes et autres femmes travaillant en milieu rural et pour promouvoir leur autonomisation ».²⁶

R. Bailey

Pourtant, une étude de 141 désastres naturels par la London School of Economics a démontré que lorsque les droits économiques et sociaux sont remplis par les deux sexes, un même nombre d’hommes et de femmes décède.²⁷ En revanche, quand les femmes ne jouissent pas des mêmes droits économiques et sociaux que les hommes, plus de femmes que d’hommes meurent. L’écart entre les sexes a été mis en évidence dans un éventail de catastrophes majeures comme Mitch, Katrina, des vagues de chaleur en Europe ou encore des cyclones en Asie du Sud, etc.²⁸

R. Bailey

Leur présence dans le paysage économique est d’autant plus prégnante depuis la crise socio-économique qui a sévit en Afrique de l’ouest dans les années 1980-1990 – notamment au Sénégal : les hommes n’arrivant plus à faire face à leurs responsabilités de chef de famille, ils se sont davantage appuyés sur les femmes pour assurer ce rôle.

R. Bailey

Leur présence dans le paysage économique est d’autant plus prégnante depuis la crise socio-économique qui a sévit en Afrique de l’ouest dans les années 1980-1990 – notamment au Sénégal : les hommes n’arrivant plus à faire face à leurs responsabilités de chef de famille, ils se sont davantage appuyés sur les femmes pour assurer ce rôle.

• *Dégradation de l’environnement*

R. Bailey

Les changements climatiques ont des impacts sur les milieux naturels.

La crise climatique : non seulement elles sont surreprésentées dans les catégories les plus pauvres, et leur source de revenus dépend davantage de ressources naturelles menacées de disparition que des énergies fossiles. C’est pourquoi l’agriculture cristallise, dans les pays du sud, les 5 dimensions des inégalités de genre : droits fonciers, ressources productives, moindre rémunération, emploi, prise de décision.³⁰ Par ailleurs, elles font face à des barrières sociales, économiques et politiques qui limitent leurs capacités.

R. Bailey

Voyons plus précisément tous les domaines dans lesquels les femmes sont plus à la peine que les hommes face aux conséquences des changements climatiques.

R. Bailey

• *Présence dans le secteur informel*

R. Bailey

Les petites et moyennes entreprises pour lesquelles travaillent les femmes appartiennent surtout au secteur informel, et évoluent principalement dans les domaines de l’agriculture, la pêche, l’élevage, le commerce de proximité, et la transformation.

R. Bailey

Du fait de la grande dépendance des femmes aux ressources naturelles - elles-mêmes menacées par les sécheresses, inondations, etc -, les femmes exercent leurs activités dans une grande précarité.

R. Bailey

D’après l’ONG Oxfam, 75% des femmes dans les pays en développement travaillent dans l’économie informelle, où elles ont moins de chances d’avoir un contrat de travail et de bénéficier de droits sociaux. En outre, leur rémunération est souvent trop faible pour leur permettre de sortir de la pauvreté. A l’échelle mondiale, les femmes sont 600 millions à occuper les emplois parmi les plus précaires.³¹

R. Bailey

Cela a pour incidence de leur offrir moins d’alternatives pour surmonter les crises et de les exposer davantage que les hommes au risque de perdre leurs actifs et leur emploi dans le secteur informel.

R. Bailey

Pourtant, les femmes vivant en milieu rural représentent une personne sur 4 dans le

monde, et en moyenne près de la moitié de la main d’œuvre agricole dans les pays du sud.³² Par ailleurs, elles assurent aujourd’hui entre 45 et 80% de toute la production alimentaire dans les pays en développement, selon les régions.³³

R. Bailey

En plus grand nombre, et majoritairement à l’origine de la production alimentaire dont elles dépendent pour vivre, les femmes représentent donc des actrices clé. Préserver leur rôle dans l’agriculture, et les aider à faire face aux changements climatiques est donc primordial.

R. Bailey

• *Dégradation de l’environnement*

R. Bailey

Dans la région du Sahel, les mises en culture et les coupes excessives de bois sont par exemple à l’origine d’une fragilité des terrains (l’eau ruisselle sans pénétrer dans le sol, érosion côtière, etc). Résultat, les catastrophes se multiplient, à l’image des crues exceptionnelles du fleuve Niger qui, en 2012, avaient fait des dizaines de morts et plusieurs centaines de milliers de déplacés. Puis plus récemment au Mali et de nouveau au Niger.³⁴

R. Bailey

La ressource en eau est elle-aussi menacée, souvent souillée alors qu’elle sert pour les tâches domestiques et productives. Presque partout autour de la planète, les femmes et les filles ont la charge de l’approvisionnement en eau et en combustibles pour leurs familles, et passent un temps quotidien considérable à aller chercher de l’eau dans des puits qui sont éloignés.³⁵ L’eau qu’elles trouvent est régulièrement insuffisante ou contaminée, provoquant notamment des problèmes de santé. En effet, les femmes seraient plus sensibles que l’homme à la pollution et aux contaminants que l’on retrouve dans l’environnement (surtout s’il fait face à une catastrophe naturelle), du fait qu’elles y sont plus exposées, et emmagasinent davantage ces toxines dans leurs tissus adipeux.³⁶ Cela affecte davantage les femmes pauvres et marginalisées des pays du sud, alors pourtant que ce sont elles qui polluent le moins et sont donc le moins à l’origine des changements climatiques. Là aussi se pose la question de la justice environnementale.³⁷

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

R. Bailey

- *Insécurité alimentaire*

La population mondiale en situation d’insécurité alimentaire a augmenté depuis 2014, pour atteindre 690 millions de personnes en 2019, dont 149 millions souffrant de la faim à un niveau critique.³⁸

Et parmi les principaux facteurs de la faim, figurent notamment les changements climatiques.

D’après la FAO, « les femmes sont un peu plus susceptibles d’être en situation d’insécurité alimentaire que les hommes dans toutes les régions du monde »,³⁹ surtout si elles vivent en zone rurale, où pauvreté et insécurité alimentaire sont étroitement liées, et surtout dans un contexte de dépendance accrue vis-à-vis des marchés, et de recul de l’agriculture vivrière.

Cela induit pour elles une difficulté à nourrir leur famille, et à se nourrir elles-mêmes.

En effet, au niveau mondial, ce sont les femmes qui s’occupent majoritairement de l’agriculture de subsistance, et qui assurent la sécurité alimentaire de leur foyer.⁴⁰ Pour cuisiner, chauffer, elles vont donc devoir se déplacer pour récolter du bois et de l’eau, et s’éloigner de plus en plus du fait de la déforestation, de l’extractivisme et de la pollution à l’origine/ causée par les changements climatiques.

Ces tâches peuvent leur prendre entre 2 et 20 heures par semaine !⁴¹

Lorsqu’on examine la dynamique intra-ménage, on s’aperçoit que les femmes sont généralement les premières responsables de l’achat et de la préparation des aliments au sein du foyer. Sur le plan nutritionnel, elles jouent aussi un rôle important dans la diversité alimentaire grâce à leurs jardins potagers, mais aussi parce qu’elles cultivent une grande partie des céréales ou des racines que le foyer consomme.⁴² Or ce sont des cultures souvent plus fragiles aux changements climatiques et aux variations de prix. Non seulement les femmes ne sont donc pas assurées de pouvoir nourrir les membres de leur famille, de préserver leur santé, mais cela entraîne aussi une incertitude quant à leurs revenus.

En outre, les études démontrent que les femmes ont tendance à privilégier l’alimentation du foyer plutôt que la leur.⁴³ Elles mangent souvent moins, en dernier, et disposent d’une alimentation de moins bonne qualité. Ce qui a pour incidence de les exposer davantage à des carences en fer.⁴⁴ Un tiers des femmes en âge de procréer souffre d’anémie. A l’échelle mondiale, l’anémie participe ou cause directement entre 20 et 40% des décès de mères car cela les prive des nutriments essentiels. Comme l’anémie causée par une carence en fer entraîne une réduction de la capacité cognitive et de la productivité des travailleurs, on estime qu’elle réduit le PIB de 4% par an, en particulier dans les pays d’Afrique et d’Asie du Sud-est.⁴⁵

- déplacements :

Selon le GIEC et International displacement monitoring center, les études montrent d’ores et déjà que les agriculteurs migrent à mesure que les températures augmentent.⁴⁶

Le processus progressif de détérioration de l’environnement (événements violents sur les côtes, érosion du trait de côte, inondations côtières, sécheresses, problèmes d’approvisionnement, etc⁴⁷) entraîne depuis quelques années déjà une augmentation des flux migratoires internes et transfrontaliers, conduisant des millions de personnes à quitter leur foyer.⁴⁸

Là aussi, la problématique de genre n’est pas neutre.

Les hommes peuvent migrer plus facilement pour trouver un emploi dans les zones urbaines.

En revanche, dans les contextes de cyclones, inondations, sécheresses, qui nécessitent de se déplacer, les choses sont plus complexes pour les femmes qui sont laissées pour compte : elles doivent alors gérer l’exploitation familiale, et souvent attendre l’accord de leur mari absent pour prendre d’importantes décisions agricoles,⁴⁹ fuir, avoir accès à des abris ou à des soins.

Pour étayer ceci, une corrélation directe a été faite entre le statut des femmes dans la société et leurs moyens de subsistance pour recevoir des soins de santé adéquats en période de catastrophe et de stress environnemental.⁵⁰

Les conséquences migratoires des changements climatiques se traduisent par des taux de mortalité plus élevés pour les femmes dans les pays les moins avancés, et ceci en lien direct avec leur statut socioéconomique, des restrictions comportementales et un accès limité à l’information.⁵¹

Restrictions culturelles

Malgré le rôle crucial des femmes pour assurer la pérennité du foyer, et le fait qu’elles soient les principales victimes des changements climatiques, elles subissent en parallèle d’autres formes de discriminations fondées par exemple sur la race, la caste, la religion, qui renforcent les inégalités entre les genres.⁵²

- Importance du patriarcat

La sécheresse et la rareté de l’eau, ou alors les tempêtes, cyclones et inondations dus aux changements climatiques ajoutent aux femmes une charge de travail liée à leur genre (notamment la préparation des repas, la collecte du bois et de l’eau, etc).⁵³

Dans beaucoup de pays actuellement confrontés aux changements climatiques, les rapports sociaux sont plutôt défavorables aux femmes, leur laissant une infime place pour se protéger et s’émanciper: importantes charges familiales et sociales, pouvoir du mari, poids de la culture, manque de responsabilisation dans la prise de décision des ménages liés aux choix d’investissements, etc.

Ces déséquilibres hommes-femmes ne sont donc pas propices à considérer les impacts que rencontrent les femmes face aux changements climatiques et leur trouver des solutions.⁵⁴

- *Difficulté d’accès à la terre*

Les usages culturels et familiaux en vigueur

dans de nombreux territoires désavantagent aussi les paysannes, en particulier sur les droits fonciers : les femmes ont du mal à accéder à la propriété, les droits de succession sont discriminatoires, etc.

Par conséquent, elles ont des difficultés à récupérer des terres et mettre en place leurs propres modèles agricoles, notamment pour limiter les conséquences des changements climatiques.

- *Barrières à l’accès aux ressources productives et financières*

En plus des difficultés d’accès aux terrains agricoles, les femmes ont moins accès aux « ressources productives » : pas ou peu d’accès au crédit bancaire, manque de connaissances concernant les impacts des changements climatiques et leurs conséquences sur leurs activités, difficultés à identifier les mesures efficaces, défaut d’accès aux données climatiques pertinentes, aux produits pour entretenir leurs terres, à la mobilité, etc.⁵⁵

Les femmes sont donc « enfermées » dans des pratiques agricoles qui ne leurs permettent pas de s’adapter aux changements climatiques de façon optimale.

- *Violences*

Les femmes subissent aussi plus de violences durant les phénomènes climatiques extrêmes – que ce soit d’ailleurs dans les pays du Sud et dans les pays occidentaux: une violence conjugale et/ou sexuelle (confinement pendant les épisodes, éloignement pour aller chercher du bois, etc), qui peut s’accompagner de séquelles physiques et psychologiques⁵⁶ peu prises en considération, d’autant plus dans les pays où les souffrances psychiques sont culturellement mal perçues et pas soignées.

- *Décès*

Les décès de femmes sont notables, tant au moment des catastrophes naturelles qu’après.

En plus de leur dénuement initial, les femmes qui vivent dans des zones exposées aux catastrophes sont souvent enfermées dans

⁴⁸ <https://www.internal-displacement.org/global-report/grid2019/french.html>

⁴⁹ K. Coon (2008), *The food crisis and gender*. Op. cit.

⁵⁰ https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/204177/9789242508185_fre.pdf?sequence=1

⁵¹ « *Wome, gender equality and climate change* », *UN WomenWatch*

⁵² *UN Women (2014), The world survey on the role of women in development : gender equality and sustainable development.*

⁵³ *R. Pearl-Martinez (2017), Financing women farmers*. Op. cit

⁵⁴ *K. Sexsmith, C. Smaller and W. Speller (2017), How to improve gender equality in agriculture*

⁵⁵ *R. Pearl-Martinez (2017), Financing women farmers, op. cit.*

⁵⁶ <https://www.gazettedesfemmes.ca/12256/les-femmes-plus-vulnerables-aux-changements-climatiques/>

certaines rôles traditionnels et culturels qui viennent contraindre leurs déplacements et leur liberté, les rendant plus vulnérables. Ce phénomène a par exemple été particulièrement observé lors du tsunami asiatique en 2004.⁵⁷

Les décès chez les femmes des suites de catastrophes naturelles sont d'ailleurs 14 fois plus élevés que chez les hommes.⁵⁸

Post-désastre, les femmes ont souvent plus de chances d'être mises en situation d'insécurité dans des abris de fortune, du fait d'un manque de moyens pécuniers et de propriété, mais aussi d'attraper des maladies telles que le choléra, la malaria, ou la dengue.

Avant comme après catastrophes, les femmes flirtent donc davantage avec la mort.

Des contraintes financières

Au sein des foyers agricoles, en temps normal, des différences entre les sexes au niveau des revenus tirés des cultures sont déjà à déplorer. Les hommes ont tendance à produire des cultures à forte valeur ajoutée, laissant aux femmes le soin de cultiver des produits traditionnels souvent riches en micronutriments essentiels, mais négligés par les politiques d'après crise car pas assez rentables ou propices à l'exportation. Ces dernières ayant principalement ciblé la production céréalière pour atteindre l'autosuffisance nationale.⁵⁹

A titre d'exemple, une analyse de la FAO a montré que les femmes cacaocultrices au Ghana – une fève fortement menacée par les changements climatiques⁶⁰ – sont aussi productives que les hommes. Mais parce qu'elles ont tendance à être plus à court d'argent que leurs homologues masculins et ne gèrent pas la transformation de la fève mais seulement son extraction, elles utilisent davantage de méthodes à forte intensité de main d'œuvre, et moins de high tech que les hommes. Ce qui alourdit leur charge de travail et les expose davantage aux aléas de production.⁶¹

Des contraintes institutionnelles

Faible soutien de l'Etat, peu de représentativité dans les instances de décision (seulement 7% qui occupent un poste ministériel en lien avec l'environnement⁶²) : les femmes demeurent la face cachée à la fois de l'urgence et de l'action climatique.

Sans représentation politique, sans participation sociale,⁶³ il leur devient donc compliqué voire impossible d'être visibles et de peser dans le débat public.

La question qui se pose est donc de savoir si les femmes vont laisser le pouvoir aux mains des hommes de décider du sort de leur environnement, quand on sait qu'elles y sont affectées plus fortement...

Des contraintes d'accès à la connaissance

Le manque de ressources en eau, en bois, en terrains fourragers pour le bétail oblige les jeunes femmes à quitter les foyers pour aller plus loin, trouver d'autres sources de nourriture et moyens de subsistance. De fait, bien souvent elles quittent l'école pour s'y consacrer pleinement et aider leur mère.⁶⁴

L'accès à l'éducation (puis à la formation et l'information) et aux technologies est donc un point capital pour que les femmes prennent conscience de la situation dans laquelle elles se trouvent face à la crise climatique, aspirent à rééquilibrer les rapports, et exigent d'être accompagnées dans ces missions. Trop souvent encore, les discriminations envers les femmes à ces différents niveaux affectent leur capacité à réagir aux chocs et à faire face aux crises.⁶⁵

La FAO estime que si les femmes avaient autant accès aux ressources et aux opportunités que les hommes, elles pourraient augmenter leur production de 30%, réduisant de fait le nombre de personnes souffrant de la faim de plus de 150 millions. Les changements climatiques ne sont donc pas une fatalité pour les femmes. Ils doivent constituer un levier pour affirmer leur leadership.

Alors les femmes n'ont pas tardé à mettre en place des mécanismes d'adaptation, et doivent encore améliorer la planification de leurs actions.

3 – Faire de la sensibilité au genre une force dans la lutte contre les changements climatiques

Quatre sujets peuvent être considérés comme étant les éléments de base essentiels à une réponse aux changements climatiques: l'atténuation, l'adaptation, les transferts de technologie et les financements.

Si les deux premiers doivent systématiquement être appréhendés à la lumière des impacts sur le genre, les deux autres – plus lacunaires encore – doivent être suffisamment flexibles pour tenir compte des priorités et des besoins des femmes.

Il est donc incontournable d'appréhender à la fois la lutte contre les changements climatiques d'une façon sensible au genre ; et d'encourager la capacité d'adaptation des femmes dans un environnement des affaires.

Les femmes, vecteurs d'adaptation

Si rien n'est fait pour aider les populations à s'adapter aux changements climatiques, le coût n'en sera que plus grand. D'après le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, le coût annuel d'adaptation aux changements climatiques des pays du sud pourrait atteindre de 140 à 300 milliards de dollars d'ici à 2030, l'essentiel de cette dépense étant liée à l'agriculture. Pourtant en 2016, seuls 345 millions de dollars étaient affectés aux exploitations agricoles familiales et paysannes pour leur adaptation aux changements climatiques.⁶⁶

Et dans cette enveloppe, ce sont des sommes encore plus minces qui vont aux femmes agricultrices, bien que les données manquent concernant le financement réel versé par les bailleurs de fonds pour soutenir les femmes dans le domaine agricole et accompagner leur adaptation aux changements climatiques.

Sans attendre que leur horizon s'éclaircisse

(ou plutôt se noircisse), les femmes paysannes cherchent des solutions innovantes pour assurer la production agricole malgré les conditions climatiques qui se détériorent.

Elles vont par exemple demander et obtenir un prêt bancaire (19,5%), passer à un autre produit ou culture (19%), souscrire à une assurance (13%), changer de variétés (13%), réduire le nombre de salarié.e.s si elles salarient du personnel (8,7%), diversifier les produits qu'elles proposent pour réduire leur vulnérabilité (8%).

Pour mieux s'adapter au contexte climatique, elles vont donc chercher à diversifier leurs activités génératrices de revenus et s'adonner de plus en plus à de petites activités commerciales. Dans le domaine purement agricole, leur flexibilité est énorme.

Les femmes vont s'appuyer sur leurs connaissances indigènes des semences, cultures et ressources naturelles qui les entourent et donc limiter leur empreinte carbone et développer des stratégies d'adaptation face aux catastrophes naturelles. Concrètement, elles vont mettre en œuvre des pratiques ancestrales, faire des liens entre les écosystèmes, opérer une répartition géographique des espèces, devenir actives dans les organisations paysannes et partager leurs savoirs, etc.

Tout ceci, qui se retrouve dans les pratiques agroécologiques, va ainsi leur assurer une meilleure santé économique, une résilience plus solide de leur exploitation face aux changements climatiques, une plus grande solidarité au sein de la communauté de femmes paysannes et un poids institutionnel plus important. Le manque d'accès aux ressources productives et aux marchés, initialement vicieux, devient alors vertueux !

Cependant, les stratégies d'adaptation peuvent encore être améliorées, et encouragées, 95.6% des femmes n'ayant pas de stratégie d'adaptation planifiée pour faire face aux risques des changements climatiques actuels et futurs.

⁵⁷ https://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/

⁵⁸ <http://www.aqoci.qc.ca>

⁵⁹ https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2019/07/French_Women_Food_Insecurity_Report_WEB.pdf

⁶⁰ <https://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/communiqués-de-presse/2018/cacao-l-agroecologie-a-la-rescousse>

⁶¹ FAO (2011), *The role of women in agriculture*

⁶² http://www.careclimatechange.org/files/Double_Injustice.pdf

⁶³ K. Sexsmith, C. Smaller and W. Speller (2017), *How to improve gender equality in agriculture*

⁶⁴ <http://www.fmreview.org/sites/fmr/fimes/FMRdownloads/fr/pdf/MFR31/32.pdf>

⁶⁵ FAO (2014), *Women's resilience to food price volatility : a policy response. Rome*

⁶⁶ <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620352/bp-financing-women-farmers-131017-fr.pdf?sequence=13&isAllowed=y>

Par exemple, pour faire face à des restrictions alimentaires, les stratégies d'adaptation des femmes vont souvent consister à acheter des produits moins chers, et à adopter des régimes alimentaires moins diversifiés.⁶⁷

Par conséquent, sans planification sur le long terme, les efforts déployés par les femmes et la société civile risquent d'être vains.

D'où l'urgence qu'il y a à assurer une adaptation des populations qui soit sensible au genre et assure un accès des femmes à l'éducation, à la gouvernance, aux technologies et aux financements.

Un accompagnement indispensable

Espérer faire des femmes les principales actrices de la lutte contre les changements climatiques n'a rien d'incantatoire. Cela doit se traduire par des actes concrets.

- Education

Si les femmes avaient davantage de temps pour elles, et n'étaient pas obligées de compenser les effets néfastes des changements climatiques, elles pourraient poursuivre leur scolarité, s'engager en politique ou dans toute œuvre ou mouvement social, lire, acquérir de nouvelles compétences ou tout simplement se reposer. La spirale de la marginalisation doit donc se stopper grâce à une éducation solide qui permette aux femmes de comprendre les rouages des changements climatiques, et les façons dont les dompter.

- Gouvernance

Une étude québécoise démontre que les questions environnementales et d'égalité des sexes sont traitées en vase clos, avec peu de compréhension de la problématique de genre dans la lutte contre les changements climatiques.⁶⁸ On peut donc se demander dans quelle mesure les décisions tiennent vraiment compte des réalités spécifiques des femmes dans la lutte contre les changements climatiques.

C'est pour cela que les femmes doivent être impliquées paritamment dans les processus

décisionnels qui concernent l'atténuation et l'adaptation dans la lutte contre les changements climatiques. Les instances décisionnelles (comités agricoles, ministères, etc) doivent être plus représentatives de la réalité, et être occupées à parité par des femmes pour qu'elles soient considérées, entendues et exaucées.

D'autant plus quand on sait que les femmes occupant des postes de décision – à des niveaux locaux, nationaux ou internationaux – ont fait la différence dans les réponses apportées à certains désastres naturels, que ce soit dans le sauvetage et l'évacuation d'urgence que dans la reconstruction post-désastre. On pense notamment à certaines figures féminines au Honduras, en Inde, au Mali, etc.

En outre, la consultation et la participation des femmes aux initiatives liées à la lutte contre les changements climatiques doivent être assurées, et le rôle des réseaux de femmes renforcés.

- Technologies

Les développements technologiques doivent prendre en compte les priorités spécifiques des femmes, qu'il s'agisse de leurs besoins, de leur rôle, de leurs connaissances et expertises. D'autant plus lorsque ce sont elles qui sont en premières lignes face à l'urgence climatique.

Beaucoup des méthodes d'adaptation aux changements climatiques impliquent certaines formes de technologies : les technologies « douces » basées sur des schémas d'assurance, de rotation des cultures et des connaissances traditionnelles, et des technologies « dures » comme les systèmes d'irrigation, des semences résistantes aux sécheresses, ou des systèmes de protection contre la mer.

Or les technologies ne sont jamais « gender neutral » et quand elles se doublent des effets négatifs des changements climatiques, c'est encore moins facile d'avoir une approche sensible au genre. Dans beaucoup de pays du sud, l'accès des filles et des femmes à l'information et aux technologies de

communication est contraint par un biais sociologique et culturel, des infrastructures et des technologies inadéquates, un niveau d'éducation plus bas en particulier en termes d'efficacité agricole et de technologies agricoles, la peur ou le manque d'intérêt pour les technologies, et un moindre accès aux ressources pour faire appel à des services technologiques.

Pourtant, une inclusion égalitaire entre les hommes et les femmes dans tous les aspects des projets liés aux changements climatiques, y compris les technologies, est une garantie d'adaptation optimale.

- Financements

Les financements, qu'ils émanent des bailleurs ou des Etats, doivent être suffisamment flexibles pour tenir compte des priorités et des besoins des femmes.

On pense par exemple - et avant tout - à la participation active des femmes à l'élaboration de critères de financement sensibles au genre, mais aussi à l'introduction de critères de financement comme l'analyse comparative entre les sexes pour toutes les lignes budgétaires, que ce soit des programmes d'adaptation, d'atténuation, de transfert de technologies et de renforcement des capacités.

- Ecoféminisme

Enfin, le dernier combat à mener est sans doute dans celui des idées.

Dans les schémas de réussite actuels, on observe cette croyance persistante selon laquelle un succès s'accompagne souvent d'une prédation sur les ressources naturelles, et provient de milieux où évoluent essentiellement des hommes (industrie, finances, extraction, etc).⁶⁹

C'est donc pour contrecarrer cette double « emprise » que de plus en plus de collectifs, associations, réseaux s'organisent pour défendre les droits des femmes face aux changements climatiques, à l'image du collectif français Pieds de Biche – Féministes pour la justice climatique qui a pour mot

d'ordre « Premières impactées, premières mobilisées ».

Le lien crucial (et souvent ignoré) entre le genre et le réchauffement climatique doit donc être appréhendé sous toutes ses facettes.

Si certaines grandes institutions ont pris en compte les inégalités liées au genre dans leurs politiques et stratégies (par exemple la Banque mondiale avec l'importance des petits exploitants agricoles ou les institutions des Nations-Unies qui s'attèlent à donner plus d'autonomie en milieu rural, peu ont une approche croisée, qui tienne compte à la fois des changements climatiques, de l'importance du modèle agricole dans les zones les plus impactées, et du rôle joué par les femmes.

Il convient donc d'identifier au plus vite des stratégies « gender sensitive » pour répondre aux besoins de sécurité humaine et aux crises environnementales et humanitaires causées par les changements climatiques. Et de reconnaître la contribution des femmes à la cause environnementale et leur influence dans l'évolution des comportements plus respectueux de l'environnement.

Pour aller plus loin :

- <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620561/er-climate-change-disaster-risk-information-build-resilience-280818-en.pdf?sequence=1>

- https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp-financing-women-farmers-131017-en.pdf

- https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/bn-african-smallholders-climate-change-141015-en.pdf

- https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/gender-green-climate-fund-180711-en_3.pdf

- https://s3.amazonaws.com/oxfam-us/www/static/media/files/Transformative_and_Feminist_Leadership_for_Womens_Rights_1.24.17.pdf

- <https://s3.amazonaws.com/oxfam-us/www/static/media/files/energy-women-girls.pdf>

- <https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Electrification-Morrissey-final.pdf>

- [Gender analysis Ethiopian drought response](#)

- [Kenya drought response gender analysis](#)

- [Cyclone food crisis gender Mozambique](#)

- [Unlocking Sustainable Development in Africa Unpaid Care and Domestic Work](#)

- [Time to Care](#)

- [Climate Change and Women Farmers in Burkina Faso](#)

- [Forced from Home Climate-fuelled displacement](#)

- [Uprooted by Climate Change](#)

⁶⁷ R. Holmes, N. Jones, and H. Marsden (2009), *Gender vulnerabilities, food price shocks and social protection responses*. Op. cit.

⁶⁸ http://www.rqfe.org/sites/default/files/ul260/Rapport%20final.Genre-ch.clim_.pdf

⁶⁹ <https://www.binge.audio/podcast/les-couilles-sur-la-table/le-patriarcat-contre-la-planete>